

Iran : vers un retour du nationalisme ?

L'Iran est en proie à une crise économique, sociale et politique qui divise profondément les factions radicales au pouvoir : certaines veulent d'abord protéger l'héritage islamiste, tandis que d'autres plus pragmatiques, veulent renforcer le nationalisme qui a toujours fait consensus en Iran. La guerre de Gaza impose des choix. Le nouveau gouvernement modéré de Massoud Pezechkian a-t-il les moyens d'éviter un conflit à grande échelle et d'imposer l'Iran comme une puissance régionale crédible ?

Depuis 1979, on commençait à s'habituer à voir la République islamique d'Iran immobilisée, en marge de tout, le cinéma mis à part. L'économie était bloquée par les sanctions américaines et européennes, le programme nucléaire était l'objet d'une surveillance sans égal, tandis que la société était écrasée par un islam politique qui n'a pas su évoluer (1). Les relations avec les pays voisins étaient impossibles à stabiliser en raison de guerres civiles ou internationales, de l'Afghanistan à Daech, du Caucase aux monarchies arabes pétrolières. Ce tableau sombre s'inscrit enfin dans le contexte de l'hostilité idéologique et médiatique du régime islamique vis-à-vis d'Israël et des pays occidentaux. L'Iran n'était pas un acteur régional pouvant participer à la construction d'un Moyen-Orient sûr et prospère, même si on rappelait que cette « grande nation » était « incontournable » en raison de son passé, de ses 85 millions d'habitants et de son pétrole... Les massacres du 7 octobre 2023 puis la guerre de Gaza ont brisé ce *statu quo* instable et ont imposé à tous les acteurs de la région comme aux grandes puissances de prendre des décisions radicales qui engagent l'avenir. La République islamique

analys

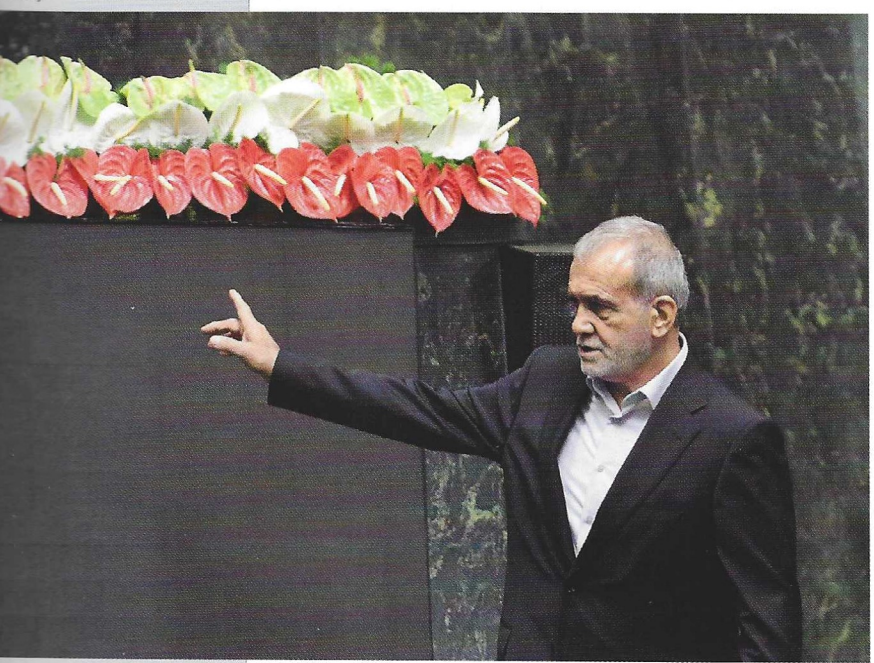
Par **Bernard Hourcade**, directeur de recherche éme au CNRS (Centre de recherc sur le monde iranien, CeRM

Photo ci-dessus : Des manifestants brandisse le drapeau iranien et des drapeaux palestiniens alor qu'ils se rassemblent deva l'ambassade britannique à Téhéran, le 14 avril 2024, a que l'Iran a lancé une attac de drones et de missiles co Israël en ciblant principale la base aérienne de Nevat et en représailles à l'attaqu 1er avril contre le consulat d Damas. (© Atta Kenare/AF



oto ci-dessous : assoud Pezechkian itte les lieux après avoir ononcé son discours nvestiture au parlement Téhéran, le 30 juillet 24. Massoud Pezechkian prêté serment en tant que uvième président de l'Iran, uccède à Ebrahim Raïssi, cédé dans un accident élicoptère. Ancien nistre iranien de la Santé, candidat progressiste a nporté l'élection avec % des voix. (© Xinhua/ adati)

d'Iran, très affaiblie par la révolte des jeunes femmes de 2022 et l'abstention massive aux élections, est placée sur le devant de la scène en raison de son rôle à la tête de « l'Axe de la résistance » et de son soutien militaire et politique au Hamas palestinien, au Hezbollah libanais et aux nombreuses milices en Syrie et en Irak. Cet héritage de la révolution iranienne de 1979 est aujourd'hui impacté par la guerre de Gaza. Par sa gravité extrême sur le terrain, ses dimensions idéologiques et l'implication de tous les acteurs régionaux comme internationaux, le conflit israélo-palestinien touche en effet tous les aspects de la géopolitique du Moyen-Orient. On voit s'affronter deux visions antagonistes du futur Moyen-Orient : l'une donnant à l'Iran toute sa place de puissance régionale, après avoir trouvé des compromis sur son héritage islamique, et l'autre centrée sur Israël associé à l'Arabie saoudite et aux États-Unis.



L'Iran est donc contraint de gérer son héritage « islamiste » pour éviter qu'il n'affecte la sécurité nationale de l'État iranien et ne remette en cause le régime islamique. Le débat entre les identités nationale et islamique n'est pas nouveau en Iran, mais la guerre impose de faire des choix. Contrairement aux années de la Révolution de 1979 et de la guerre Irak-Iran (1980-1988), la synthèse entre les deux dimensions islamique et nationale ne fonctionne plus. L'islam politique a montré ses limites alors qu'émergent de nouvelles nations ambitieuses, comme l'Arabie saoudite, et que toutes les sociétés de la région affirment leur détermination à participer à la mondialisation. La guerre impose de faire rapidement des choix qui engagent l'avenir, mais le fragile gouvernement de Massoud Pezechkian, en place depuis le 17 aout 2024, a-t-il la capacité de prendre des décisions historiques ?

L'Iran, l'Arabie saoudite et « l'encerclement israélien »

De tout temps, l'Iran a craint d'être encerclé par des nations hostiles. « Indépendance » est d'ailleurs le premier mot de la devise de la République islamique. Après l'installation de bases américaines et occidentales en Irak, en Afghanistan, et dans les monarchies arabes, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, l'encerclement de l'Iran a pris une dimension plus mondialisée, marquée par la question du programme nucléaire liée à la sécurité d'Israël, et par l'exacerbation de la rivalité avec l'Arabie saoudite

Depuis le début des années 2000, la menace représentée par le programme nucléaire iranien était discutée au plus haut niveau international, mais surtout en Israël, qui entendait rester le seul pays de la région doté — de fait — d'arme nucléaires. La question palestinienne et le développement des colonies dans les Territoires occupés étaient oubliés. La signature, le 14 juillet 2015, d'un accord (JCPOA) sur le contrôle du nucléaire entre l'Iran et les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU, fut immédiatement dénoncée par Israël, dont l'objectif ultime était le renversement de la République islamique. Cet accord était imparfait, mais il jetait les bases d'un

« L'Iran est donc contraint de gérer son héritage « islamiste » pour éviter qu'il n'affecte la sécurité nationale de l'État iranien et ne remette en cause le régime islamique. Le débat entre les identités nationale et islamique n'est pas nouveau en Iran, mais la guerre impose de faire des choix. »

processus permettant de reconstruire la région en assurant la sécurité régionale, notamment celle d'Israël, et en ouvrant des perspectives de changements politiques internes en Iran, où la nouvelle classe moyenne avait accueilli avec enthousiasme la levée des sanctions économiques et l'ouverture aux entreprises étrangères.

Cette stratégie constructive fut brisée le 8 mai 2018 par Donald Trump, qui reprit le discours israélien sur « l'Iran terroriste » et le renversement du régime islamique, et bloqua le développement de l'Iran comme puissance régionale en imposant des sanctions économiques d'une dureté jamais atteinte. Les entreprises européennes ont immédiatement quitté l'Iran, qui a sombré dans une crise profonde avec la relance de son programme nucléaire, l'écrasement économique de la nouvelle classe moyenne et surtout le retour au pouvoir des factions islamistes les plus radicales. Cette question du nucléaire iranien a surtout montré que du point de vue israélien, le problème principal est l'Iran et non pas la question palestinienne. Une hiérarchisation capitale pour comprendre le conflit actuel.

Après la révolution iranienne de 1979, l'Arabie saoudite, alliée historique des États-Unis et défenseur d'un islam conservateur — le wahhabisme —, s'est vite imposée comme un partenaire idéal pour contrer l'influence soviétique, notamment en Afghanistan, et l'islam politique « révolutionnaire » iranien. Bénéficiant d'une prospérité économique sans égal et d'un soutien militaire massif de la part des pays occidentaux, l'Arabie s'est



ainsi imposée comme le rival direct de l'Iran. Derrière des différences ethnoculturelles largement médiatisées entre les Arabes sunnites et les Persans chiites, les conflits entre les deux États riverains du golfe Persique étaient fondés sur des enjeux nouveaux, de nature politique et idéologique, de partage de zones d'influence. Les deux États ont multiplié les conflits armés ou politiques via des forces non étatiques, des « proxies » notamment au Yémen et surtout en Syrie et en Irak, dans le cadre de la lutte contre l'État islamique.

Les deux pays furent au bord d'un affrontement direct après le bombardement des raffineries de pétrole saoudiennes par des missiles iraniens le 14 septembre 2019, puis l'assassinat par les États-Unis le 3 janvier 2020 de Qassem Soleimani, le commandant de la Force Qods, qui était en charge de négociations secrètes entre les deux États. Ces conflits sans fin avaient en effet poussé les deux protagonistes à constater que leur sécurité et surtout leur influence dans la région dépendrait de la normalisation de leurs relations. L'idée était que la coexistence pacifique entre les deux États était la voie pour une compétition pacifique, définir des zones d'influence et permettre à chacun de se développer, sans ingérence étrangère. Permettre aux deux « gendarmes du Golfe » dont avait parlé Richard Nixon en 1973, d'avoir une influence et une autorité pour éviter que ne se reproduisent les guerres qui avaient ravagé la région. C'était d'ailleurs une des priorités du gouvernement de Hassan Rohani et de son ministre des Affaires étrangères Javad Zarif. Une perspective que retenait également le nouveau prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane.

Le 13 aout 2020, Donald Trump mit un terme à cette perspective d'entente régionale entre l'Iran et l'Arabie avec les « Accords d'Abraham », qui plaçaient d'autorité Israël au cœur de la recomposition géopolitique de la région. La normalisation des relations avec les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc, n'était que le prélude à la signature d'un accord avec l'Arabie saoudite. Pour l'Iran, c'était un *casus belli*. Israël n'était plus seulement un lointain adversaire idéologique du point de vue islamique, mais un État doté de l'arme nucléaire présent sur ses frontières. Déjà présent officiellement en Azerbaïdjan et *de facto* au Kurdistan d'Irak, Israël « encerclait » l'Iran. Les intérêts islamique et nationaliste de l'Iran se rejoignaient à nouveau. En juin 2021, Ebrahim Raïssi, un religieux conservateur proche du Guide Ali Khamenei, est élu président alors que l'abstention atteint un niveau historique (61 %). En Iran, le désarroi est total.

> *« Les factions conservatrices ont pris le contrôle de toutes les institutions, mais elles sont profondément divisées après 45 années de pouvoir, laissant le champ libre aux factions les plus conservatrices, anti-occidentales et attachées aux principes islamistes. »*

Conservatisme et pragmatisme du gouvernement Raïssi

Avec le soutien sans faille du Guide suprême Ali Khamenei, le président Ebrahim Raïssi est moins idéologue que gestionnaire, et applique une politique pragmatique pour éviter l'effondrement de l'État, ce dont les conservateurs seraient tenus pour responsables (2). Les factions conservatrices ont pris le contrôle de toutes les institutions, mais elles sont profondément divisées après 45 années de pouvoir, laissant le champ libre aux factions les plus conservatrices, anti-occidentales et attachées aux principes islamistes. Les rivalités au sein même du Bureau du Guide bloquent les décisions.

Après avoir longtemps dénoncé l'Accord de 2015 sur le nucléaire, le gouvernement conservateur a été contraint de reprendre des négociations secrètes à Oman avec l'Union européenne et les États-Unis pour obtenir une levée partielle des sanctions et limiter la crise économique. Une entente fut enfin trouvée en aout 2022 avec l'accord du Guide, mais à la dernière minute, l'Iran refusa de signer le texte, probablement en raison de l'intervention du *shadow cabinet* animé au sein du bureau du Guide par le très conservateur Saïd Jalili, ancien négociateur sur le nucléaire, et certains Gardiens de la Révolution. Fortes de ce succès, ces factions ont réactivé la police des mœurs, ouvrant la porte à tous les abus et, quelques semaines plus tard, à la mort de la jeune Mahsa Amini, à la révolte des jeunes et à la répression qui a suivi (3).

En politique internationale, afin de contourner les Occidentaux, le gouvernement de Raïssi et son ministre Abdollahian ont approfondi la politique déjà ancienne « du regard vers l'Est » soutenue par le Guide. Cette relance du rapprochement avec la Chine et la Russie

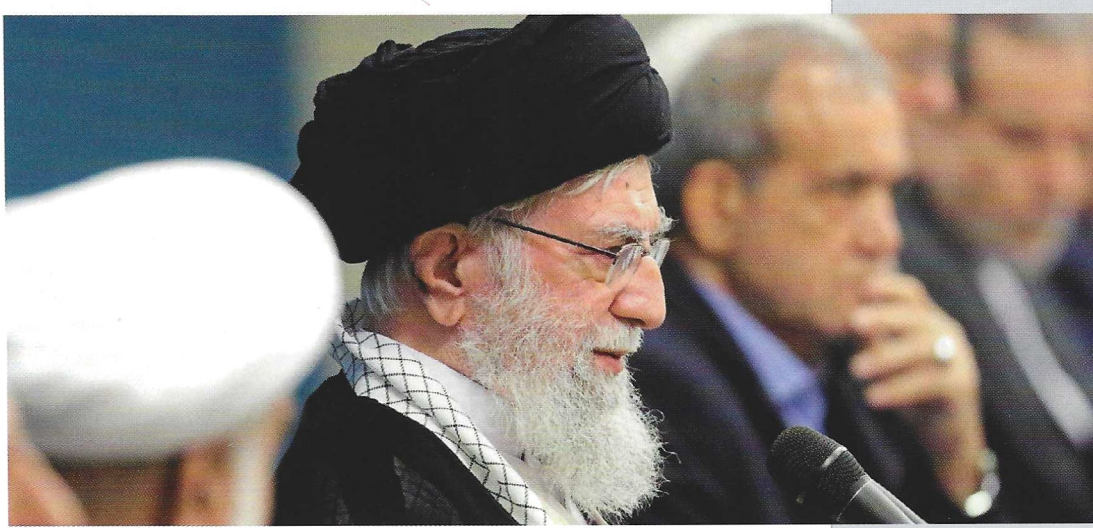


Photo ci-dessus :
L'ayatollah Ali Khamenei lors d'une réunion avec le présid iranien Massoud Pezechkian son nouveau gouvernement à Téhéran, le 27 aout 2024. Il appelait alors à exercer davantage de contrôle sur Internet. (© Khamenei.ir/AF

allait de pair avec une politique « néo tiers-mondiste » marquée par l'adhésion de l'Iran aux BRICS dont font également partie les Émirats arabes unis et l'Arabie. De façon systématique, les relations avec les pays frontaliers ont été pacifiées et renforcées, en particulier avec les cinq républiques d'Asie centrale et surtout les monarchies pétrolières : le Koweït, puis les Émirats arabes unis (4).

Seules les relations avec l'Arabie saoudite restaient conflictuelles, jusqu'à ce que la Chine, principal partenaire économique des deux puissances régionales potentielles, leur impose le 10 mars 2023 de négocier sans délais la normalisation de leurs relations. C'était là une victoire pour l'Iran, qui voyait validée sa stratégie de rapprochement avec l'Arabie et le projet américano-israélien marginalisé.



Photo ci-dessus : Rassemblement près du Capitole américain en octobre 2022, après le meurtre de Mahsa Amini, une jeune étudiante de 22 ans qui avait été arrêtée pour port non conforme du voile en Iran. De vives manifestations ont eu lieu avec une répression renforcée comme réponse des autorités iraniennes. (© Shutterstock)

Très vite, la volonté commune de régler les mille conflits qui opposaient les deux voisins fut évidente, mais une question restait insoluble : Israël et la Palestine.

Pour les deux États musulmans émergents et ambitieux, le soutien à la « question palestinienne » ne pouvait pas être négligé, mais faudrait-il pour autant sacrifier une opportunité stratégique à la défense des intérêts nationaux ? Riyad n'abandonnerait jamais le soutien américain qui impliquerait, le moment venu, la reconnaissance d'Israël. Téhéran ne pouvait pas tirer un trait sur son identité islamique et son implication dans le soutien aux forces non étatiques que sont le Hezbollah et le Hamas, le Djihad islamique ou les Houthis. Les deux États pouvaient cependant s'accorder sur le prestige qu'ils obtiendraient s'ils parvenaient ensemble à régler ce conflit dont la perpétuation rendrait impossible tout effort de stabilisation régionale.

Des discussions ont certainement eu lieu pour résoudre le dilemme. Il n'est pas impossible que Téhéran ait considéré que la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie était inéluctable, et demandé en échange à l'Arabie d'user de ses relations privilégiées avec les États-Unis et d'un engagement à reconnaitre Israël, pour imposer à Tel Aviv de négocier sérieusement un règlement durable de la question palestinienne. Pour éviter que le futur de la région ne soit organisé par Israël et les États-Unis, mais passe par une entente avec l'Arabie, l'Iran ne doit-il pas accepter un compromis, reconnaitre Israël et une solution à deux États ? En d'autres temps et d'autres lieux, on a bien dit que « Paris valait bien une messe »...

> *« Téhéran ne veut à aucun prix être entrainé dans un conflit à grande échelle souhaité par Israël pour forcer les États-Unis à le soutenir, mais entend rendre crédibles ses moyens de dissuasion pour imposer son point de vue. »*

La nuit du 13 avril, symbole de la nouvelle politique iranienne ?

Pour pousser l'Arabie à s'impliquer en faveur de la Palestine sans pour autant rejeter les Accords d'Abraham, il semble établi que l'Iran avait la volonté de remettre rapidement la Palestine sur le devant de la scène et ainsi d'avoir l'avantage de l'initiative. Mais Yahya Sinouar et la direction militaire du Hamas, hostiles à tout compromis, ont pris les devants et perpétré les massacres du 7-Octobre pour imposer leur agenda et leurs méthodes. L'Iran a bien sûr soutenu en paroles le Hamas, le Mouvement de résistance islamique, mais il a ensuite tout fait pour éviter que son autre allié contre Israël, le Hezbollah, ne soit entrainé dans un conflit dont il ne sortirait pas vainqueur (5). Téhéran ne veut à aucun prix être entrainé dans un conflit à grande échelle souhaité par Israël pour forcer les États-Unis à le soutenir, mais entend rendre crédibles ses moyens de dissuasion pour imposer son point de vue.

Pour venger le bombardement de son consulat à Damas, l'Iran a réalisé dans la nuit du 13 avril 2024 une opération militaire qui fera date dans l'histoire militaire. En lançant en même temps environ 350 drones, missiles de croisière et missiles balistiques contre Israël distant de plus de 1000 kilomètres, les Gardiens de la Révolution ont réalisé une opération militaire sans équivalent historique. La mobilisation conjointe des armées américaines, française, britannique, jordanienne et israélienne a été nécessaire pour détruire en vol tous ces engins qui étaient sur le point d'atteindre leur cible. Israël, puissance nucléaire, n'a pas répliqué à cette « parade militaire », qui n'a pas fait de victime car l'Iran avait prévenu les États-Unis, pour bien montrer que son but était politique et non militaire.

Cette opération avait un double objectif : montrer que la République islamique était sans conteste une puissance régionale ayant toute sa place dans toute négociation concernant Israël, la Palestine et la sécurité régionale (6), et montrer que l'Iran pouvait assurer seul la défense de son territoire. En effet, tous les engins sont partis du territoire national iranien et non pas du Liban, d'Irak ou de Syrie. L'Iran peut désormais se passer de ses « proxies » pour défendre ses intérêts et son territoire. Pour l'heure, nul ne parle d'abandonner ces forces militaires et milices qui restent des alliés très précieux, mais les temps changent. Le nationalisme iranien n'avait jamais disparu, mais il revient au premier plan.

Vers un nouveau consensus national avec Massoud Pezechkian ?

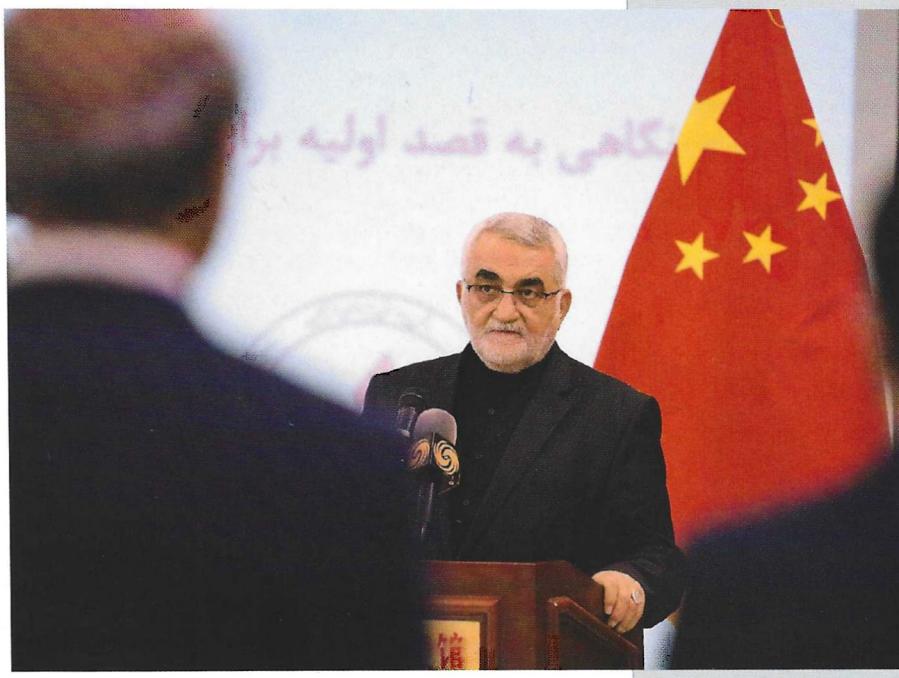
Après la mort accidentelle du président Raïssi le 19 mai 2024, l'élection de Massoud Pezechkian, un réformateur modéré, a provoqué un réel mouvement d'espoir parmi les partisans d'une ouverture politique et internationale du pays, sans pour autant occulter le très bon score du très conservateur Saïd Jalili, ancien négociateur sur le nucléaire du temps d'Ahmadinejad, qui avait obtenu 45 % des voix au second tour.

Ces espoirs de changement ont immédiatement été brisés par Israël le 31 juillet, avec l'assassinat à Téhéran d'Ismaël Haniyeh, leader du Hamas : un affront à la nation iranienne et au nouveau président élu. Cette opération avait à l'évidence pour but de bloquer les négociations sur un cessez-le-feu à Gaza et de contraindre Massoud Pezechkian à des représailles de grande ampleur, justifiant en retour des attaques massives contre « l'Axe de la résistance », avec le soutien forcé des Américains. À Téhéran, la guerre aurait en outre marginalisé ceux qui espéraient, avec le nouveau président, faire de la République islamique une puissance régionale en paix avec ses voisins. Une répétition de ce qu'avait fait D. Trump en 2018 en se retirant de l'accord sur le nucléaire. L'Iran islamiste resterait durablement sous sanctions, tandis que l'Arabie saoudite se rapprocherait d'Israël et pas de l'Iran.

> *« À ce stade, cette crise est donc un succès pour l'Iran, qui n'est pas tombé dans le piège de la provocation, et se trouve au contraire placé au cœur du conflit du point de vue politique et non plus militaire. »*

Mais rien ne s'est passé comme prévu. Les factions conservatrices n'ont pas pu imposer au Guide suprême d'ordonner des représailles immédiates aux conséquences dramatiques prévisibles, alors que le président élu n'avait pas encore composé son gouvernement. Bien au contraire, après une brève période de critiques, on a assisté, avec l'aval du Guide suprême, à un fort mouvement de consensus national pour soutenir Massoud Pezechkian. Cette unité nationale a été formalisée le 21 aout, quand le Parlement dominé par les conservateurs a voté la confiance à tous les ministres proposés par le nouveau président. Un fait rarissime, dont l'unique précédent remonte au premier gouvernement de Khatami en 1997, mais qui cache mal des divisions et des rivalités profondes.

À ce stade, cette crise est donc un succès pour l'Iran, qui n'est pas tombé dans le piège de la provocation, et se trouve au contraire placé au cœur du conflit du point de vue politique et non plus militaire. En affirmant sans cesse son « droit à répondre à l'agression, en temps et lieux opportuns », tout en se retenant de toutes représailles, la République islamique a pu engager des discussions politiques avec les Occidentaux et les États voisins, en particulier avec l'Organisation de la conférence islamique en Arabie. Un prélude à des négociations de fond sur l'avenir de la région ?



Le plus intéressant dans cette crise est la position du Guide suprême, qui reste la seule personne capable d'imposer sa volonté aux multiples factions qui se disputent le pouvoir en Iran. Le slogan « Patience stratégique » a remplacé « Vengeance sévère ». Certes, Ali Khamenei n'abandonne pas son objectif d'assurer la survie de la République islamique, mais il semble convaincu que cela implique de saisir les opportunités du moment pour faire de l'Iran une puissance régionale reconnue par tous : la Chine et la Russie bien sûr, mais aussi les Occidentaux et tous les États voisins. On est loin des projets d'exportation de la révolution islamique de 1979.

Le 15 aout 2024, dans un discours en présence du président Pezechkian, rapporté par le site Anwaj, le Guide suprême a critiqué l'idée de faire des « concessions non tactiques », ce qui pourrait signifier qu'il serait d'accord pour faire des « concessions tactiques » (7). Une telle politique pragmatique, privilégiant une politique « nationaliste », pourrait signifier que l'Iran et les Occidentaux sont entrés dans une période constructive comparable à celle qui avait rendu possibles les négociations de l'Accord de 2015, du temps de Hassan Rohani et de Barack Obama.

Bernard Hourcade, le 22/08/24

Photo ci-dessus :
Alaeddin Boroujerdi, préside de l'Association d'amitié Iran-Chine, s'exprime lors d'une cérémonie célébrant l 53e anniversaire des relation diplomatiques entre la Chine et l'Iran à Téhéran, en Iran, l 22 aout 2024. Le soutien de Pékin au régime iranien s'es particulièrement manifesté de la fastueuse visite officie de l'ancien président Ebrahi Raïssi qui s'était rendu en C pendant trois jours en février 2023, quelques mois avant l'Iran soit officiellement acc comme nouveau membre d BRICS. (© Xinhua/Shadati)

Notes

(1) Bernard Hourcade, *Iran, paradoxes d'une nation*, Paris, CNRS Éditions, 2021.

(2) Bernard Hourcade, « Ebrahim Raisi's Domestic Policy: Conservative, Pragmatic or Paralyzed? », *The Muslim World*, 113, 1-2, 2023, p. 19-31.

(3) Azadeh Kian, *Rethinking gender, ethnicity and religion in Iran*, London, Tauris, 2024.

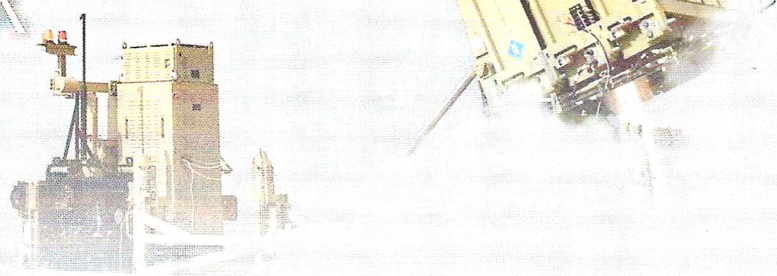
(4) M-R. Djalili et T. Kellner, « La mort du président Raïssi a un impact faible sur le fonctionnement du système politique iranien », *Le Monde*, 24 mai 2024.

(5) Christophe Ayad, *Géopolitique du Hezbollah*, Paris, PUF, 2024.

(6) Bernard Hourcade, « La République islamique d'Iran affirme sa volonté d'être reconnue comme un acteur régional puissant », *Le Monde*, 2 mai 2024.

(7) https://amwaj.media, 15 aout 2024.

Les armées du Moyen-Orient : état des lieux



Par **Kevan Gafaïti**, enseignant du département Middle East Studies au Collège universitaire de Sciences Po Paris et chercheur du Centre Thucydide de l'Université Paris-Panthéon-Assas.

Photo ci-dessus : Image des tests d'interception du Dôme de fer, système de défense antimissile israélien, dans le cadre de l'opération « Bouclier et Flèche », en mai 2023. (© Israel's Ministry of Defense)

Départ américain d'Afghanistan en 2021, guerre en Ukraine, résurgence du terrorisme en Afrique subsaharienne, conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, turbulences en mer de Chine et autour de Taïwan : autant d'éléments laissaient suggérer qu'avec l'ouverture de cette nouvelle décennie, le Moyen-Orient serait relégué au second rang des zones de tensions internationales. En réalité, la région n'a jamais cessé d'être un épicentre de crises, dont le conflit entre le Hamas et Israël, exacerbé depuis l'attaque du 7 octobre 2023, n'est que le parangon le plus éclatant et actuel. Empêtrement saoudien au Yémen et représailles houthies, attaques de navires de part et d'autre de la péninsule Arabique, échanges de menaces entre États ou organisations infra-étatiques, soubresauts d'attaques terroristes de Daech, persistance de la guerre civile internationalisée en Syrie... Il s'agit d'autant de conflits, crises et menaces qui incitent les États, à tort ou à raison, à entretenir et développer leurs capacités militaires.

En 2023, les dépenses militaires des États du Moyen-Orient dépassent les 200 milliards de dollars américains (1). Pourquoi les États du Moyen-Orient dépensent-ils autant pour leurs armées ? Quelles sont les spécificités des principales armées de la région ? Quelles en sont les grandes orientations stratégiques ? Autant de questions auxquelles il est nécessaire d'apporter des éclairages, s'inscrivant dans un constat plus large : le Moyen-Orient n'a jamais été aussi armé et cette tendance ne semble pas s'inverser.

L'accroissement des forces armées d'un État s'inscrit classiquement dans une politique d'ensemble, pensée et planifiée dans le temps afin de faire face à des défis présents et certains mais aussi futurs et potentiels. Dans le cas des armées moyen-orientales, des facteurs nationaux, régionaux et internationaux permettent de mieux appréhender leur développement.

Sur le plan national d'abord, aux motifs politiques internes avancés pour justifier l'entretien des armées, se trouve la perception que se fait chaque État de son environnement direct ou voisin. Les jeunes monarchies arabes du golfe Persique par exemple, à l'exception de l'Arabie saoudite, ont des populations et des territoires limités face au géant régional qu'est l'Iran (2). La crainte d'une invasion iranienne (mais aussi, dans une moindre mesure, saoudienne (3)) reste présente et est avancée comme justification de l'entretien de leurs forces armées (4). Outre les « petits » États du Moyen-Orient ne pouvant entretenir d'imposantes forces armées du fait de leur population limitée, les prétendants à l'hégémonie régionale (Arabie saoudite, Égypte, Iran, Israël et Turquie) ne sont pas exempts de ces perceptions de danger émanant de leurs voisins. Chaque État s'estimant menacé par ses voisins, celui-ci va chercher à renforcer ses capacités militaires au moins dans un but défensif. Cependant, le développement des forces armées d'un État entraine mécaniquement le renforcement des capacités militaires de ses voisins, ceux-ci s'estimant à leur tour menacés par ce qui leur apparait comme un accroissement injustifié de sa capacité militaire : nait alors le dilemme de sécurité (5), véritable cercle vicieux des relations internationales.

Sur le plan régional ensuite, de nombreuses crises et conflits en cours inquiètent légitimement les États de la région. Depuis 2014, le Yémen connait une guerre civile opposant les Houthis, parti politique armé chiite, aux forces loyalistes soutenues depuis 2015 par l'Arabie saoudite dans le cadre de son opération « Restaurer l'espoir » (après l'opération « Tempête décisive »). Alors que la *forever war* saoudienne laisse transparaitre depuis l'année dernière de réelles prémices de paix (rencontres diplomatiques entre Houthis et Saoudiens, rétablissement de lignes aériennes, réguliers cessez-le-feu...), ce conflit reste malgré tout une réelle menace à la sécurité de la région, dont les interventions des Houthis en mer Rouge sont une illustration indéniable. Semblablement, la Syrie demeure un État failli où différents acteurs régionaux et internationaux sévissent, minant la stabilité du Proche et du Moyen-Orient, bien qu'une accalmie semble se faire jour (voire une normalisation, avec la présence du président syrien Bachar el-Assad au sommet de la Ligue arabe de Djeddah en mai 2023). Le terrorisme islamiste est quant à lui un énième facteur régional expliquant aisément l'accroissement des capacités armées d'États désireux d'avoir les moyens d'agir : Daech est affaibli mais pas éradiqué, les talibans sont certes en recherche de fréquentabilité mais le souvenir de la violence du premier émirat est encore vif.

Des principales armées du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite est indubitablement la mieux dotée et la plus dépensière. En 2023, elle occupe le 5e rang mondial des dépenses militaires (1er rang régional) avec 75,8 milliards de dollars dépensés en 2023, représentant une augmentation de 4,3 % par rapport à 2022*.

Ses importations militaires sont quasi-exclusivement faites auprès de fournisseurs américains et européens, le *Strategic Partnership* avec Washington restant encore de mise. Dans un contrat signé en 2017 pour 17 milliards de dollars, Riyad a entre autres acquis 44 lanceurs THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*, système américain de missiles antibalistiques) et 360 intercepteurs de missiles, dont les prochaines livraisons devraient se dérouler à la fin 2026 puis en avril 2028.

Fait intéressant, en février 2024, un accord a été conclu entre l'Arabie saoudite et le constructeur militaire américain Lockheed Martin afin que des compagnies saoudiennes construisent localement des parties de ces équipements THAAD, traduisant le souhait saoudien d'encourager l'expertise locale en termes d'industrie de défense. Les forces saoudiennes peuvent également se targuer d'avoir acheté ces dernières années des batteries Patriot PAC-3, mais aussi une importante flotte d'Eurofighter Typhoon (72 achetés depuis 2007) et de chasseurs F-15. Le possible retour de Donald Trump à la Maison-Blanche pourrait entrainer une nouvelle vague de *mega-deals* (alimentant par ailleurs encore plus le dilemme de sécurité entre l'Arabie saoudite et l'Iran, les deux géants du golfe Persique).

Néanmoins, le gigantisme des achats saoudiens sur le plan militaire ne saurait masquer le constat en vertu duquel Riyad reste encore extrêmement vulnérable sur le plan stratégique. Une décennie n'aura pas suffi pour que l'Arabie saoudite défasse les Houthis au Yémen, dont les drones ne dépassent pas les dizaines de milliers de dollars en général. Pis encore, les patrouilles conjointes dans le cadre de l'IMSC (International Maritime Security Construct), auxquelles l'Arabie saoudite participe, ne suffisent pas à sécuriser le golfe Persique, et la mer Rouge est devenue une zone à haut risque depuis le 7 octobre 2023. Le Pacte stratégique en vertu duquel Riyad assure les importations pétrolières américaines (et de ses alliés) en contrepartie d'une assistance stratégique se révèle donc toujours aussi nécessaire, malgré la volonté affichée de part et d'autre de réajuster la relation américo-saoudienne. **K.G.**

**Fact Sheet April 2024*, p. 2, Stockholm International Peace Research Institute.



Photo ci-dessus : Un caporal du corps des Marines des États-Unis (à droite) et un soldat des armées royales saoudiennes lors de l'exercice « *Native Fury 24* » en Arabie saoudite, en mai 2024. (© Marine Corps Cpl. Mary Kohlmann)

À l'échelle internationale enfin, les interventions armées d'États extérieurs à la région inquiètent nombre de capitales du Moyen-Orient, ne voulant pas être la prochaine cible d'une coalition internationale au motif d'un *regime change* (à l'instar de Kaboul, Bagdad, Tripoli et Damas). Les États-Unis ont certes quitté l'Afghanistan mais ils restent bien présents en Irak, leur retrait de cet État étant régulièrement évoqué depuis le rapport Baker-Hamilton du 6 décembre 2006, sans être arrêté définitivement. Leur présence militaire au Moyen-Orient sera toujours de mise tant que perdureront deux priorités de la politique étrangère américaine : la sécurité d'Israël et la lutte contre la lente mais sûre mainmise chinoise sur le pétrole du golfe Persique. Cette présence est censée rassurer leurs alliés, bien que les repositionnements stratégiques et politiques de Washington inquiètent leurs partenaires régionaux (le partenariat stratégique avec Riyad est ainsi régulièrement discuté). Certes, de manière plus discrète, les Européens continuent aussi d'être présents au motif de la lutte contre le terrorisme de Daech. La Russie, quant à elle, se cramponne toujours autant en Syrie. Bien que sa présence puisse être licite au regard du droit international (lettre de fin septembre 2015 du président syrien Bachar el-Assad adressée au président russe Vladimir Poutine, sollicitant son concours armé), celle-ci inquiète légitimement les États de la région, au premier rang desquels se trouve la Turquie : celle-ci est également présente en Syrie et reste une rivale de Moscou (leurs intérêts divergent par exemple en Libye et dans le conflit Arménie-Azerbaïdjan). La Chine enfin, bien que toujours absente militairement au Moyen-Orient, continue d'étendre son influence économique et politique, rendant plausible à moyen terme le scénario d'une présence armée dans la région.

Kevan Gafaïti

Notes

(1) Base de données des dépenses militaires, 1948-2023, Stockholm International Peace Research Institute.

(2) À titre illustratif, Bahreïn est le plus petit et le moins peuplé des États du golfe Persique avec 700 km² de superficie pour environ 1,5 million d'habitants, avec seulement 700 000 nationaux. De son côté, l'Iran s'étend sur plus d'1,6 million de km² et sa population se rapproche des 90 millions d'habitants.

(3) Lors d'un entretien de l'auteur avec un ancien ambassadeur français à Oman, le sultanat « envisage bien plus une invasion saoudienne qu'iranienne de son territoire ».

(4) Un conflit territorial sur les iles de la Petite Tomb, de la Grande Tomb et d'Abou Moussa, existe depuis 1970 entre l'Iran et les Émirats arabes unis, ces derniers estimant que Téhéran se serait approprié par la force ces iles du golfe Persique. Toujours dans le cas bahreïnien, au début de l'année 2009 Ali Akbar Nateq Nouri, conseiller du Guide suprême iranien Ali Khamenei, questionne la souveraineté de Bahreïn en estimant qu'il s'agirait d'une province iranienne, alarmant la petite monarchie arabe.

(5) John Herz, « Idealist Internationalism and the Security Dilemma », *World Politics*, 1950, p. 157-180.



Photo ci-dessus : Entrainement aérien conjoint entre les forces armées égyptiennes et françaises (« Amun-24 ») qui s'est déroulé dans plusieurs bases aériennes en Égypte en aout 2024. (© Colonel AH/Ghareeb Abdel Hafez Ghareeb - porte-parole militaire officiel des forces armées)

Égypte : Entre recherche de sécurité et diversification des fournisseurs

Avec 3,2 milliards de dollars dépensés pour ses armées en 2023, l'Égypte est certes peu dépensière comparée à sa voisine saoudienne, mais est bien l'une des plus grandes armées du Moyen-Orient avec plus de 400 000 soldats (à titre comparatif, l'armée française compte 200 000 soldats). Le Caire reste un partenaire stratégique des États-Unis, qui lui assurent la majorité de ses équipements militaires. Cependant, les évolutions de la dernière décennie sur leur relation bilatérale ont eu des conséquences sur les importations égyptiennes : bien que dotée de F-16 américains, l'Égypte n'hésite pas à diversifier ses achats et s'est ainsi fournie en Rafale français, mais aussi en MiG et Soukhoï russes pour son armée de l'air, matérialisant l'indépendance stratégique à laquelle l'Égypte reste attachée. Son budget de défense limitant non seulement ses acquisitions mais aussi ses priorités stratégiques, l'objectif premier et principal de l'armée égyptienne est moins la compétition régionale que la sécurité de son territoire et de son environnement immédiat. Au nord, les actions d'Israël, qui n'hésite plus à attaquer non seulement la Palestine, la Syrie et l'Irak mais aussi directement le territoire iranien, à l'est les interventions houthies en mer Rouge, à l'ouest la Libye et au sud les crises à répétition au Soudan, au Soudan du Sud et en Éthiopie, sont autant de défis sécuritaires pour l'armée égyptienne. **K.G.**

L'Iran, État prétendant également à l'hégémonie régionale, n'a pourtant dépensé que 10,3 milliards de dollars en armement en 2023 (donc moins que l'Arabie saoudite, mais aussi moins qu'Israël ou la Turquie), ce qui correspond à une augmentation de 0,6 % par rapport à 2022. Le pays reste indéniablement un acteur-clé dans la région pour autant, dont les armées sont expérimentées et nombreuses. Depuis la Révolution islamique de 1979, l'Iran possède en effet deux grands corps dans ses forces armées : l'armée régulière (ou *Artesh*) qui est l'armée de l'État iranien, focalisée sur la défense du territoire national, et le Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (ou *Sepâh-é Pâsdârân-é Enqelâb-é Eslâmi* en persan), chargé des opérations extérieures. L'Iran a ainsi pu déployer ses Gardiens dans de nombreux théâtres d'opérations au fil du temps (Afghanistan, Irak, Syrie, Liban, golfe Persique...).

Cette profondeur stratégique s'explique par la doctrine militaire et politique de l'Iran, qui peut être synthétisée comme telle : « L'Iran veut défendre ses frontières en dehors de ses frontières ; si l'Iran se sent menacé, alors le Moyen-Orient est menacé »*.

Depuis la guerre Iran-Irak lancée par Saddam Hussein en 1980 et qui a couté un million de morts à la jeune République islamique, Téhéran réalise qu'il est isolé en termes d'alliance stratégique et qu'il ne peut compter que sur ses propres forces. Partant, pour éviter un autre conflit de cette ampleur, Téhéran admet agir en dehors de ses frontières afin de protéger celles-ci. S'établit alors une forme de dissuasion sécuritaire où l'Iran est capable d'activer ses relais régionaux (Irak, Liban, Syrie, Yémen notamment, et il profite par ailleurs habilement des interventions armées internationales dans la région, qui déstructurent ses voisins et les laissent ouverts à son influence). À cela s'ajoute le recours massif à l'asymétrie, c'est-à-dire le recours à tout moyen ou technique permettant de combler le fossé technologique face à un adversaire plus puissant et avancé. Le point de départ de cet autre aspect doctrinal iranien est l'opération américaine « *Praying Mantis* » du 18 avril 1988, où les États-Unis détruisirent en 24 heures la moitié de la flotte iranienne, faisant réaliser à l'Iran qu'il ne serait jamais en mesure de vaincre l'aigle américain de manière conventionnelle. Par ailleurs, le terme de « réseau *proxies* » ou de « *proxy* iranien » (« mandataire iranien » en français) est fréquemment usité, mais ne saurait décrire la réalité des relations entre l'Iran et ses partenaires infra-étatiques : ceux-ci disposent d'une réelle marge de manœuvre décisionnelle et ne prennent pas leurs ordres de Téhéran. Les opérations houthies en Arabie saoudite, dans le golfe Persique et en mer Rouge ou l'opération armée du Hamas du 7 octobre 2023 en sont de parfaites démonstrations.

Outre son réseau d'influence (qu'il appelle « Axe de la résistance », ou *Mehvâr-é Moqâvemat* en persan), l'Iran entretient de solides forces navales dans le golfe Persique (son armée de l'air ne s'étant jamais relevée des purges suivant la Révolution islamique), ainsi qu'un programme balistique parmi les plus développés de la région. En mai 2023, c'est ainsi le missile Khorramshahr-4 qui est inauguré, avec une portée estimée à 3000 km (4000 km annoncés), soit bien plus que la distance entre l'Iran et la rive orientale de la Méditerranée. La réalité de ses forces armées est difficile à estimer en ce que l'Iran rend délibérément opaques les communications sur ses armées, et même sur ses installations militaires : régulièrement, Téhéran dévoile des missiles cachés dans des bases militaires elles-mêmes secrètes en zone montagneuse, souterraine et même sous-marine. **K.G.**



Photo ci-dessus : Corvette lance-missiles de la marine du Corps des Gardiens de la révolution islamique, en mer lors de l'exercice naval combiné « Maritime Security Belt 2024 », en mars 2024, entre l'Iran, la Russie et la Chine dans le golfe d'Oman. (© Ministère iranien de la Défense/AFP)

* Entretien réalisé par l'auteur avec un diplomate iranien, en septembre 2023.



Photo ci-dessus : Les autorités israéliennes ont signé un accord en juin 2024 avec les États-Unis pour intégrer au sein de leurs forces un troisième escadron de l'avion « Adir » (F-35). (© Israel's Ministry of Defense)

Avec 27,5 milliards de dollars en 2023 (soit une augmentation de 24 % par rapport à 2022), Israël est le deuxième État du Moyen-Orient le plus dépensier pour ses armées. Le conflit dans lequel il se trouve avec le Hamas depuis le 7 octobre 2023 est assurément un facteur qui confirmera cette tendance dans les années à venir pour le pays qui est considéré comme une des puissances militaires les plus technologiquement avancées du monde.

Si le Dôme de fer est le système de défense aérienne déployé depuis 2011 contre les roquettes lancées depuis la terre, l'État hébreu utilise depuis le 9 avril 2024 le C-Dome, capable d'intercepter des menaces aériennes à partir de ses navires. Israël déploie ainsi tous ses efforts depuis la fin d'année dernière et sollicite tous les moyens de ses forces armées : drone Heron (dont le modèle TP a fait un vol inaugural dans l'espace aérien allemand le 15 mai 2024, signe d'un approfondissement de la coopération avec ses partenaires européens), char Merkava Mark 4 (utilisé dans la bande de Gaza) mais aussi ses forces cyber. Malgré son partenariat stratégique avec Washington et l'indéniable supériorité technologique de ses forces armées par rapport aux autres États du Moyen-Orient, Tel Aviv n'est pas invincible et ses forces sont faillibles. Les forces de renseignement israéliennes, usuellement louées, n'ont su ni prévoir ni se prémunir de l'attaque du 7 octobre 2023, qui a occasionné environ 1000 pertes civiles et 300 militaires, d'après les données israéliennes. Les forces armées israéliennes ne sont pas non plus infaillibles, même lorsqu'elles ont l'information préalable et explicite d'être ciblées : le 1er avril 2024, Israël frappe un consulat iranien à Damas. Le 13 avril, après sommation, l'Iran et d'autres groupes infra-étatiques répondent en envoyant environ 300 missiles et drones. Israël annonce avoir intercepté 99 % de ces éléments et ne déplorer aucune victime, alors qu'au fil des jours, d'autres analyses estiment que « seulement » 80 % des missiles et drones auraient été neutralisés, avec quelques pertes humaines. **K.G.**



Photo ci-dessus : Cérémonie d'ouverture du commandement du chantier naval d'Aksaz en présence de Recep Tayyip Erdoğan, en aout 2024 en Turquie. Le président y annonçait son ambition de mettre en service le sous-marin de *Hizir Reis* en 2025, et le sous-marin *Murat Reis* en 2026. (© Forces armées turques)

La Turquie a pour sa part dépensé 15,8 milliards de dollars pour ses armées en 2023 (soit une augmentation de 37 % par rapport à 2022). Bien qu'elle ne soit pas sujette à des menaces voisines aussi flagrantes que l'Arabie saoudite, l'Iran et Israël, la Turquie accroit ses forces militaires autant que sa capacité à exporter ses équipements. En contrepartie de son accord pour voir la Suède rejoindre l'OTAN, la Turquie a ainsi obtenu en début d'année 2024 un contrat d'achat de 40 avions américains F-16 ainsi que la modernisation de 79 modèles déjà possédés.

La Turquie se démarque cependant des autres grandes armées de la région par sa capacité d'innovation et d'exportation, dont les exemples récents ne manquent pas : avec un an d'avance sur le calendrier initial, s'est déroulé le 21 février 2024 le vol inaugural du TAI TF Kaan, nouveau modèle d'avion de chasse turc, destiné à remplacer les F-16 achetés aux États-Unis. La mise en service devrait être pour 2027. Les fameux drones turcs Bayraktar TB2 ont démontré leur efficacité sur le terrain au Haut-Karabakh, en Libye et en Syrie, entrainant une réelle demande internationale sur ces produits n'ayant pas à rougir devant des modèles européens et américains. Si des pays africains et asiatiques (Algérie, Malaisie, Nigéria, Philippines notamment) ont exprimé leur intérêt d'acquisition, l'Ukraine les utilise largement dans la défense de son territoire contre la Russie.

Le recours ukrainien à des équipements militaires turcs contre la Russie met au grand jour la relation ambivalente entre Ankara et Moscou. Ils opèrent dans des théâtres régionaux avec des intérêts différents (Syrie) voire divergents (Libye, Arménie-Azerbaïdjan), ternissant leur position officielle selon laquelle les deux États seraient des partenaires. Par ailleurs, l'achat il y a quelques années du système russe de défense antiaérienne et antimissile S-400 par la Turquie avait été perçu comme un affront aux États-Unis et à l'OTAN. À cheval entre l'Asie et l'Europe, la Turquie ménage ainsi tant ses rapports avec les États-Unis et l'OTAN qu'avec la Russie. Enfin, elle consolide ses importations militaires et est une exportatrice de premier ordre. N'étant pas menacée directement par ses voisins, elle parvient à intervenir dans différents théâtres d'opération. La situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la Turquie est assurément la plus avantageuse du Moyen-Orient, pour elle comme pour ses armées. **K.G.**



« L'axe de la résistance » : quels acteurs et quelles capacités ?

Depuis le déclenchement de son opération « Déluge d'Al-Aqsa » le 7 octobre 2023, le Hamas a certes ramené la question palestinienne au cœur des affaires internationales, mais il a aussi donné une visibilité sans précédent à toute une série de phénomènes miliciens collectivement étiquetés comme « l'axe de la résistance » aligné sur l'Iran. De quels acteurs s'agit-il et quel est leur poids militaire respectif ?

Si la révolution iranienne de 1979 a initié une politique d'exportation des thèses révolutionnaires de l'ayatollah Khomeyni aux quatre coins du monde (surtout musulman et surtout chiite), elle a aussi marqué le début de l'isolement diplomatique et des sanctions économiques qui ont torpillé la république islamique jusqu'à nos jours. L'agression militaire de Saddam Hussein (guerre Iran-Irak de 1980-1988) a, quant à elle, traumatisé la société iranienne et consolidé le complexe obsidional de la forteresse perse assiégée. Voilà deux facteurs majeurs qui ont poussé le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) à se tourner vers le choix stratégique de la guerre par procuration, consistant à investir dans des leviers externes de dissuasion et à maintenir les conflits à distance des frontières de la nation.

Si les premières initiatives d'encadrement milicien (au Liban) et de rapprochement politique (avec la Syrie) contre Israël ont surtout pris corps dans les années 1980 et 1990, les ramifications de la campagne américaine contre le terrorisme (2001) ont facilité le développement et/ou l'alignement d'autres *proxies* en Irak, dans les territoires palestiniens et au Yémen



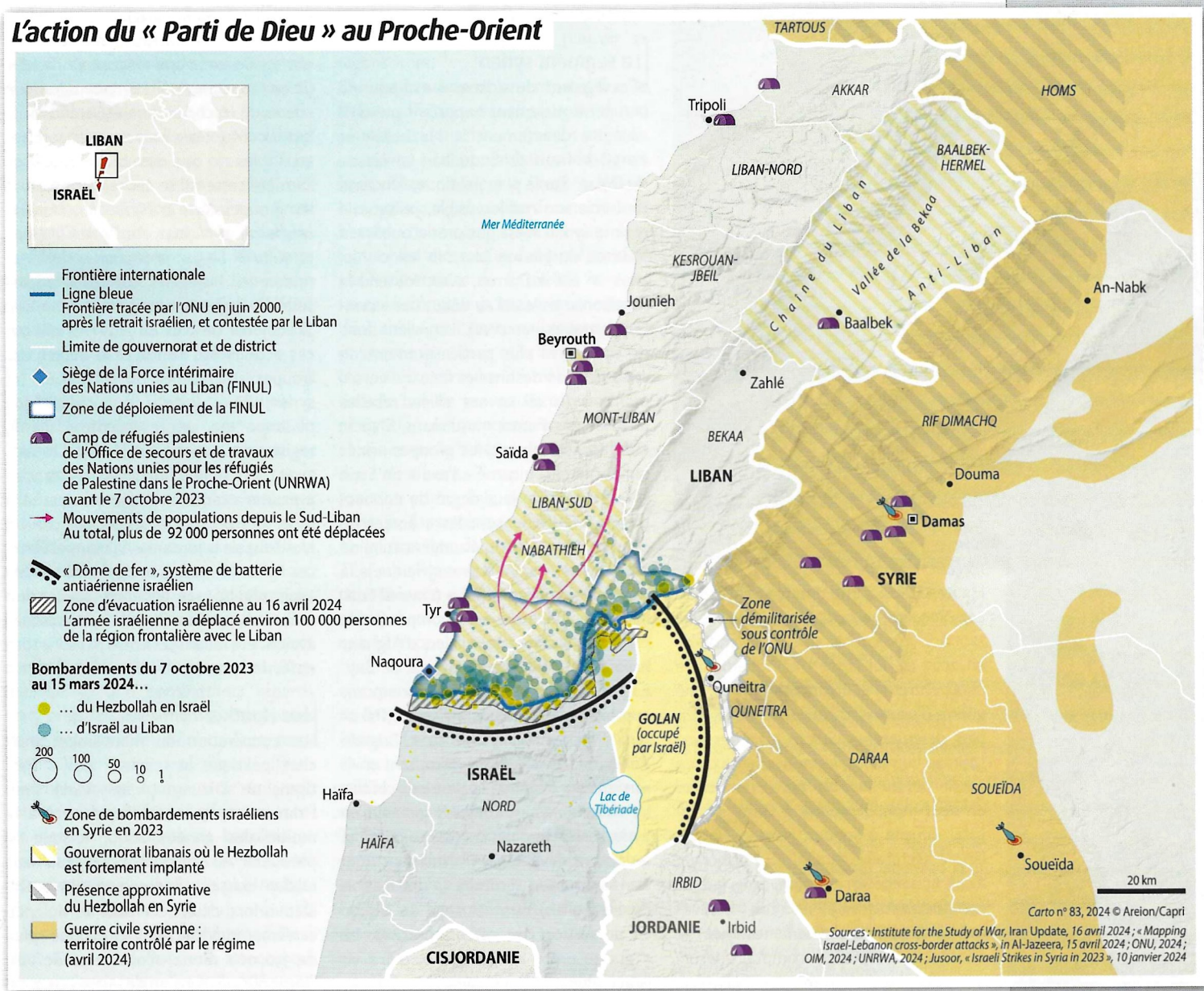
au cours des années 2000 et 2010. C'est dans le contexte de ces deux dernières décennies que ces différents acteurs ont progressivement été évoqués comme formant un « axe de la résistance » (*mihwar al-muqawama*), en pied-de-nez au fameux « axe du mal » (Iran, Irak et Corée du Nord) du président George W. Bush. Avec le temps, la libération de la mosquée Al-Aqsa en est devenue le mantra transversal, et le général Qassem Soleimani — commandant de la Force Al-Qods, tué par un drone américain en janvier 2020 — en est devenu la figure de leadership par excellence.

Au cours de ces dernières années, le CGRI s'est de plus en plus félicité d'avoir fait atteindre un niveau de coordination sans précédent à cet « axe », qu'il aime également appeler « les six armées de Téhéran en dehors d'Iran » (1). D'une manière extrêmement simplifiée, il est question du Hezbollah libanais, de milices chiites ayant rejoint les forces armées du régime syrien de Bachar el-Assad, d'un conglomérat milicien chiite en Irak (qui se fait de plus en plus appeler la « résistance islamique en Irak » ou RII), du mouvement *Ansar Allah* (plus souvent appelé « rebelles houthis ») au Yémen, et enfin du Hamas et du djihad islamique palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Notons au passage que si les quatre premiers atouts de Téhéran partagent avec elle une certaine chiité (duodécimaine pour la plupart, zaydite pour les Houthis), les deux derniers sont bien sunnites et historiquement inscrits dans l'islamo-frérisme d'un point de vue idéologique.

Le Hezbollah

Le Hezbollah est sans équivoque la pièce maitresse de « l'axe ». Le lien Hezbollah-Iran s'appuie sur des liens interfamiliaux qui remontent à plusieurs siècles, et est doctrinalement entériné à travers la notion de *marja'iyya* qui régule la hiérarchisation au sein du clergé chiite. C'est bien le CGRI qui a continuellement entrainé et armé la composante armée du Hezbollah (la RII) depuis 1982. Phénomène initialement cantonné dans le Nord de la plaine de la Bekaa, le Hezbollah a connu un





développement exponentiel sur un peu plus de quatre décennies pour acquérir sa carrure actuelle : celle de l'acteur armé non-étatique le plus redoutable de tout le Moyen-Orient. Le harcèlement du Hezbollah est derrière le retrait unilatéral de Tsahal du Sud-Liban en 2000, et il a infligé sa première non-victoire à l'État hébreu à l'issue de la guerre des 33 jours en 2006. Dans le cadre de la guerre civile syrienne, il est l'acteur terrestre auquel le régime a principalement dû son salut à la suite de la bataille de Qoussair et la campagne de Qalamoun (2013). Depuis le 7 octobre 2023, le Hezbollah aurait tiré plus de 5 000 projectiles (roquettes, missiles) et mobiles (drones) sur Israël, forçant quelque 80 000 citoyens de Haute-Galilée à être durablement déplacés. Son arsenal, qui aurait avoisiné les 120 000 projectiles et 2 000 mobiles en 2022 (2), lui laisse théoriquement le choix entre de la dissuasion passive, une guerre d'usure et d'autres scénarios bien plus destructeurs. Sur le plan des ressources humaines, le mouvement chiite aurait perdu environ 350 combattants en neuf mois de guerre à Gaza, sur un total difficile à sonder. Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, avait annoncé en octobre 2021 que la composante armée de son mouvement, traditionnellement estimée à 25 000 combattants, comptait désormais 100 000 hommes mobilisables.



Photo ci-dessous : Panneau d'affichage représentant le président iranien Massoud Pezechkian (à droite) et l'ancien chef du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, sur la place Valiasr à Téhéran, le 12 aout 2024. Le 31 juillet dernier, Ismail Haniyeh a été tué par une frappe imputée à Israël dans la capitale iranienne, tandis qu'il venait assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président iranien Massoud Pezechkian. © Atta Kenare/AFP)

Où que se situe véritablement le curseur (50 000 ? (3)) au sein de ce spectre des possibles, force est d'admettre que le mouvement dispose, également à ce niveau-ci, d'une certaine marge de confort en vue d'un éventuel conflit prolongé. Dernier point, et non des moindres : les dimensions stupéfiantes du « métro de Gaza » — plus de 800 kilomètres de tunnels creusés en dépit des contraintes du blocus israélien — posent désormais la question du corollaire libanais. Quels réseaux souterrains le Hezbollah est-il parvenu à creuser sous le Liban, la Syrie et Israël pendant les dix-huit années d'accalmie qui viennent de se dérouler le long de la frontière israélo-libanaise ? Voilà la principale migraine sécuritaire de tout futur gouvernement israélien.

Le segment syrien

Ce segment de « l'axe » est pour sa part territorialement important puisqu'il alimente directement le Hezbollah et élargit le front du Sud-Liban au niveau du Golan. Sur le plan politique, il incarne toutefois son maillon faible, puisque le régime syrien n'est pas près d'oublier la trahison du Hamas (dont le leadership, alors en exil à Damas, avait soutenu la rébellion anti-Assad au début des « printemps arabes » en 2012). Il convient donc de considérer plus particulièrement un sentiment de destins liés face à diverses menaces (Israël et ses alliés, rebelles proches des Frères musulmans, Daech, etc.). Concrètement, les groupes armés qui ont le plus incarné « l'axe » en Syrie — au regard de leur degré de connectivité au CGRI — sont les « Forces de défense nationale », qui auraient culminé avec 100 000 paramilitaires syrien(ne)s, la « Division des Fatimides » (*Liwa al-Fatimiyoun*), principalement composée de plusieurs (dizaines de) milliers d'Afghans hazaras, la « Brigade du peuple de Zaynab » (*Liwa al-Zaynabiyoun*), comptant approximativement un millier de Pakistanais chiites, ou encore la « Brigade Zulfikar » (*Liwa Zulfikar*), comptant environ 1 000 Irakiens également chiites. La situation étant toujours instable en Syrie, Israël semble encore aujourd'hui redouter davantage l'armement qui transite par son territoire (à destination du Hezbollah) que celui qui se trouve en possession des acteurs précités. La « guerre entre les guerres », qui a vu Israël mener des centaines de frappes en Syrie depuis 2013, donne la mesure du problème que ces convois incarnent.

Résistance islamique en Irak (RII)

Le cas de l'Irak est particulièrement difficile à lire, tant le paysage milicien y a été caractérisé par une prolifération rapide et des recompositions kaléidoscopiques depuis l'invasion américaine de 2003. Les protagonistes armés qui se revendiquent du fameux « axe » y ont récemment pris l'habitude de revendiquer leurs opérations au nom de la RII. Selon les interprétations les plus récurrentes, cette appellation nébuleuse aurait pour but de permettre à certaines milices faisant partie de la « Mobilisation populaire » (*Hachd al-Chaabi*) de mener des attaques contre des bases américaines ou vers Israël directement, sans trop embarrasser le gouvernement fédéral de Bagdad dont elle est devenue une extension officielle. (Pour rappel, les unités majoritairement chiites du *Hachd* avaient été créées pour lutter contre Daech en 2014, et auraient atteint les 230 000 membres en 2023 (4).) Derrière cette RII se cacheraient surtout les groupes *Kata'ib Hezbollah*, *Harakat Hezbollah al-Nujaba*, *Asa'ib Ahl al-Haqq* et *Kata'ib Sayyid al-Shuhada*, dont les ressources humaines cumulées dépasseraient largement les 50 000 hommes. Si l'objectif de plus en plus martelé par ces acteurs est de forcer le départ des troupes américaines du sol irakien (et syrien, voire au-delà), leur capacité de nuisance est restée inscrite dans le registre de la nuisance tolérable. Un seuil avait toutefois été franchi en janvier 2024 avec une attaque au drone qui a causé la mort de trois soldats américains dans le Nord-Est de la Jordanie. À l'heure d'écrire ces lignes (mi-juillet 2024), la RII semble avoir réinitié ses attaques après cinq mois d'abstention. Plus de 200 attaques avaient été recensées entre octobre 2023 et février 2024 (5).

Les Houthis

La coopération du mouvement milicien, politique et religieux des « Partisans de Dieu » (*Ansar Allah*) avec l'Iran aurait, quant à elle, débuté à la moitié des années 2000, lorsque le président Ali Abdallah Saleh tua leur leader Hussein Badreddine al-Houthi. Depuis lors, deux décennies de violence extrême (qui auraient provoqué plus de 350 000 morts) n'ont cessé de voir l'inexorable expansion de la gouvernance

des fameux « rebelles houthis » se poursuivre au Yémen. Aujourd'hui, les territoires sous leur contrôle comprendraient plus de 70 % de la population nationale. Depuis le 7 octobre, le leadership de cette force — grossièrement estimée à 200 000 combattants — s'est évertué à inscrire leur agenda (avant tout local) dans le cadre plus large du soutien à la Palestine... et ça marche, puisque leur visibilité et leur popularité n'ont jamais atteint de tels sommets. Rétrospectivement, les Houthis — dont l'arsenal semble insondable — auraient mené plus de 190 attaques contre des navires commerciaux entre novembre 2023 et mi-juin 2024, avec un impact considérable. En effet, cette campagne a diminué l'activité marchande du port israélien d'Eilat de 85 % (6), privé Le Caire de la moitié de ses recettes liées au canal de Suez et contraint le trafic maritime mondial à contourner l'Afrique, à nouveau et déraisonnablement (d'un point de vue financier et écologique), via le cap de Bonne-Espérance. Les répercussions économiques sont telles qu'elles ont déclenché l'opération militaire « Prosperity Guardian » par une coalition multinationale menée par les États-Unis en décembre 2023, puis l'opération militaire européenne « EUNAVFOR Aspides » en février 2024 (7), sans résultats performatifs jusqu'à présent.

Le Hamas et le djihad islamique

Enfin, le binôme que composent le Hamas et le djihad islamique pose un plus grand dilemme que jamais pour Téhéran. En effet, la matrice iranienne est en train de se voir progressivement privée des deux atouts intrinsèques à la cause palestinienne, sans laquelle son « axe » perdrait son liant idéologique. D'après les chiffres israéliens, les « Brigades Izz al-Din al-Qassam » auraient compté, à la veille du 7 octobre 2023, quelque 30 000 combattants répartis en 5 brigades, elles-mêmes composées de 24 bataillons (et d'environ 140 compagnies) (8). Après neuf mois d'affrontements, Tsahal estime avoir tué trois commandants de brigade, la quasi-totalité des commandants de bataillon et environ une centaine de commandants de compagnie. Le leader le plus recherché, Yahya Sinwar, l'est toujours, mais le second sur la liste, Mohammed Deif, vient d'être ciblé dans une attaque qui pourrait l'avoir neutralisé à Khan Younès.

L'opération « Sabres de fer » annonce avoir éliminé 14 000 « terroristes » à Gaza (toutes factions armées confondues) (9) et force est de constater que le flux de projectiles, estimés à 15 000 pièces initialement, s'est récemment tari. Même si les mécanismes de relève sont déjà à l'œuvre, la composante armée du Hamas se fait objectivement décimer puisqu'elle aurait perdu entre un tiers et la moitié de ses forces vives et entrainées. Le coup dur ne se situe pas pour autant au niveau de ses ressources humaines puisque la prochaine génération de candidats djihadistes est en logique multiplication sous l'effet des bombes israéliennes. Mais au niveau des ressources matérielles — armement, équipement et infrastructures (notamment souterraines) —, le Hamas est voué à peiner pendant plusieurs années avant de pouvoir se reconstituer.

On peut raisonnablement déduire le même affaiblissement pour le djihad islamique (dont les moyens sont bien moindres) : la réorganisation des rangs composites est déjà à l'œuvre depuis hier, mais la régénération des stocks sera beaucoup plus compliquée demain.

Sur le plan rhétorique, l'objectif partagé par les membres de « l'axe de la résistance » consiste à instaurer un climat d'instabilité politico-sécuritaire en Israël et sur ses frontières et à lui imposer un blocus économique informel croissant, dans le but de provoquer à terme une émigration des populations israéliennes et d'inverser le schéma de dépossession des Palestiniens. Plus prosaïquement, la fonction primordiale de « l'axe » réside dans sa capacité à (continuer de) servir la stratégie de survie du régime de Téhéran. Alors que l'initiative « 100% palestinienne » [propos de Hassan Nasrallah] du 7 octobre a provoqué les premières frappes directes (en 45 ans) entre Israël et l'Iran le 13 avril 2024, le CGRI a commencé à constater que les avantages de la guerre par procuration ont leurs limites. Lorsque le conflit entre Tsahal et le Hezbollah atteindra de nouveaux paliers d'intensité, scénario probable à court terme et inévitable à moyen terme, Téhéran devra probablement se battre sans procuration pour aider « l'enfant de la révolution » [surnom iranien du Hezbollah] et ainsi préserver sa principale assurance-vie au Moyen-Orient.

Didier Leroy, le 19/07/24

Notes

(1) Rawad Taha, « We have established six armies outside our borders: Iranian military commander », *Al Arabiya News*, 27 septembre 2021 (https://digital.areion24.news/9f1.

(2) Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), *Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient*, 2022, p. 97 (https://digital.areion24.news/pit).

(3) Seth G. Jones, Daniel Byman, Alexander Palmer, Riley McCabe, « The Coming Conflict with Hezbollah », Center for strategic and international studies (CSIS), 21 mars 2024 (https://rebrand.ly/gdbtcdg).

(4) *The Economist*, « The Iraqi militias are copying their overmighty cousins in Iran », 8 juin 2023 (https://digital.areion24.news/wwt).



(5) Dr. Ameneh Mehvar, « ACLED Factsheet: US strikes and counter-strikes in the Middle East », ACLED, 3 février 2023, mis à jour le 9 février (https://digital.areion24.news/1ep).

(6) Annika Ganzeveld, Kelly Campa, *et al.*, « Iran Update », Institute for the study of war (ISW), 15 juillet 2024 (https://rebrand.ly/kqb0ntx).

(7) Rossella Marangio, « Shifting Tides: International Engagement in the Horn of Africa and the Red Sea », European Union institute for strategic studies (EUISS), 10 juillet 2024 (https://digital.areion24.news/9aq).

(8) Emanuel Fabian, « Gallant : Hamas has lost control in Gaza; gunmen who fired from hospital entrance killed », *The Times of Israel*, 13 novembre 2023 (https://rebrand.ly/6e3scpj).

(9) The Institute for National Security Studies (INSS), « Swords of Iron: An Overview », 28 juillet 2024 (https://rebrand.ly/okvi0jg).

Photo ci-dessus :
Le porte-parole militaire des Houthis, Yahya Saree, s'exprimait lors d'un rassemblement à Sanaa, au Yémen, en mai 2024. Actifs mer Rouge depuis le début la guerre à Gaza, les Houthis ont attaqué, le 21 aout 2024 au large d'Hodeida, un navir de pavillon grec transportan 150 000 tonnes de pétrole. Peu de temps avant, le grou yéménite félicitait le Hezbol pour son attaque contre Isra (© Mohammed Mohamme Xinhua)



Gaza en flammes : l'Égypte, la Jordanie et le Liban endurent

L'Égypte, la Jordanie et le Liban sont liés à Gaza par une proximité géographique et par leur histoire. Pour ces trois pays, la stabilité politique interne, la diplomatie et les alliances ainsi que la situation socioéconomique sont mises à l'épreuve.

L'Égypte : suspension risquée des accords de paix

Médiateur régional sollicité, l'Égypte joue un rôle crucial dans la recherche de solutions pacifiques, tout en affrontant des défis internes considérables, notamment ceux posés par les Frères musulmans. Tout au long de ce conflit à Gaza, la capacité égyptienne est mise à l'épreuve, la contraignant à concilier responsabilités internationales et priorités nationales, essentielles pour soutenir la stabilité du régime et l'ordre régional.

Depuis 2013, sous la présidence d'Abdel Fattah al-Sissi, l'Égypte a adopté une approche pragmatique vis-à-vis d'Israël et des Palestiniens, en continuité avec les accords de Camp David et le traité de paix israélo-égyptien de 1979. Les relations égypto-israéliennes se sont intensifiées, surtout dans les domaines de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme des intégristes dans le Sinaï. L'Égypte joue également un rôle clé de médiateur entre Israël et le Hamas à Gaza, et en organisant des pourparlers entre les factions palestiniennes pour avancer vers une solution à deux États.

La Jordanie sous pression iranienne

Stratégiquement située entre Israël et l'Iran, la Jordanie maintient sa stabilité grâce à une diplomatie prudente et à des mesures sécuritaires strictes. Depuis les attaques du 7 octobre, elle appelle au cessez-le-feu et au respect du droit humanitaire, tout en préservant le traité de paix avec Israël (accords de Wadi Arab, de 199[illegible]). Ce traité est constamment mis à l'épre[illegible] par



les critiques internes des politiques israéliennes en Cisjordanie et à Gaza. Les récentes tensions à Jérusalem et en Cisjordanie ont mis en lumière le rôle délicat de la Jordanie en tant que gardienne des lieux saints musulmans, un rôle reconnu par Israël.
Ses services de renseignement collaborent avec des agences étrangères pour prévenir les menaces terroristes, notamment aux frontières avec la Syrie et l'Irak. Le Royaume, hanté par le spectre de devenir une patrie de substitution (Al Watan, Al Badil), craint la possibilité d'un transfert massif de Palestiniens de la Cisjordanie vers son territoire, ce qui suscite des inquiétudes quant à la stabilité du pays ainsi qu'aux changements démographiques et politiques.

> *« Les États-Unis fournissent à l'Égypte une aide militaire et économique d'environ 1,3 milliard de dollars par an, essentielle pour maintenir son influence. »*

Le gouvernement jordanien redoute aussi l'influence croissante de l'Iran, qui exacerbe les tensions régionales. Le 28 janvier 2024, des milices chiites irakiennes soutenues par l'Iran ont attaqué une base américaine en Jordanie, tuant trois soldats. Cet incident, ainsi que l'interception de drones iraniens visant Israël par l'aviation jordanienne le 13 avril 2024, montrent le risque d'une implication accrue de la Jordanie dans le conflit régional.

Le Liban : la diplomatie sous le diktat du Hezbollah

Le Hezbollah chiite libanais, intégré dans la Force Al-Qods, est une faction redoutable de la stratégie iranienne d'« encerclement par le feu » de l'État d'Israël. Dans ce cadre, le Sud du Liban est soumis aux impératifs stratégiques iraniens, où une guerre de l'ombre et de procuration justifiée religieusement pour soutenir le Hamas et le djihad islamique contribue à renforcer les ambitions de Téhéran, son expansion et son programme nucléaire.
Au Liban, le Hezbollah s'engageant sur la voie de la libération de Jérusalem met en échec la politique de non-alignement de l'État et son attachement à la trêve de Rhodes de 1949. En prétendant remplacer le slogan « La force du Liban est dans sa faiblesse », l'État parallèle du Hezbollah engage le pays dans des conflits régionaux et compromet sa diplomatie, traditionnellement neutre et alignée sur le consensus arabe, avec des liens rapprochés avec la France et les États-Unis.

Les relations avec les États-Unis

L'Égypte, la Jordanie et le Liban entretiennent des relations diplomatiques, militaires et culturelles distinctes avec les États-Unis, ce qui les expose à des tentatives de déstabilisation par d'autres puissances, notamment l'Iran, la Russie et la Chine. Ces dernières aspirent à étendre leur influence au détriment des intérêts, des valeurs démocratiques et libérales de l'Occident. Dans le sillage de la guerre en cours à Gaza, l'Égypte, membre clé de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique, doit équilibrer et harmoniser ses engagements envers les pays arabes et musulmans avec son partenariat stratégique avec les États-Unis. En effet, les États-Unis fournissent à l'Égypte une aide militaire et économique d'environ 1,3 milliard de dollars par an, essentielle pour maintenir son influence.
L'alliance stratégique entre la Jordanie et les États-Unis, solidifiée durant la guerre de Gaza, s'illustre par des programmes conjoints de formation, ainsi que par la livraison d'armements et de fournitures militaires américaines. Le partenariat stratégique, renforcé par le quatrième protocole d'accord signé en septembre 2022, garantit un soutien américain annuel de 1,45 milliard de dollars de 2023 à 2029. Bien que la présence militaire américaine en Jordanie renforce la sécurité du royaume, elle est contestée politiquement et menace la légitimité interne du régime. Néanmoins, cette alliance reste cruciale pour la stabilité régionale.
Depuis le début de la guerre de Gaza, les États-Unis et la France s'activent pour maintenir la stabilité au Liban, en évitant une guerre totale entre le Hezbollah et Israël et en réduisant l'influence iranienne par la pression diplomatique et le soutien conditionnel. Le groupe des cinq (Égypte, Qatar, France, Arabie saoudite et États-Unis) propose sa médiation pour protéger la paix civile et les accords de Taëf. Jean-Yves Le Drian, émissaire spécial du président français pour le Liban, et Amos Hochstein, envoyé spécial américain pour les Affaires énergétiques, jouent des rôles cruciaux dans la médiation pour résoudre l'impasse constitutionnelle et les différends relatifs aux frontières dessinées par la Ligne bleue, établie par l'ONU en 2000, qui s'étend sur environ 120 kilomètres de la frontière syrienne à la mer Méditerranée, et qui est surveillée par la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Malgré cette surveillance, la guerre de soutien à Gaza par le Hezbollah se poursuit, respectant les règles d'engagement convenues en 1998 et l'entente de délimitation des frontières maritimes de 2022.



Photo ci-dessus :
Le secrétaire d'État américa Antony Blinken (à gauche) rencontre le ministre égypt des Affaires étrangères à El-Alamein, sur la côte nord de l'Égypte, le 20 aout 2024. Depuis le 7 octobre 2023, Le Caire a été le théâtre de nombreuses négociations voyant défiler des représentants de Doha, de Tel Aviv ou de Washingto (© Kevin Mohatt/POOL/AFP

Luttes idéologiques

La guerre de Gaza entre Israël et le Hamas exacerbe les tensions entre panarabisme, panislamisme et nationalisme étatique, chacun cherchant à s'imposer comme le défenseur ultime des intérêts palestiniens. Cette lutte idéologique reflète des visions divergentes de l'unité arabe et islamique face aux réalités politiques et territoriales actuelles.

En Égypte, le conflit israélo-palestinien recentre le débat public sur la solution à deux États. Les élites civilo-militaires font face aux critiques des Frères musulmans, qui soutiennent le Hamas et justifient l'attaque du 7 octobre. En outre, un tribunal d'exception du Caire a condamné à la peine de mort, le 4 mars 2024, huit dirigeants des Frères musulmans, dont le guide suprême de la confrérie. Un sentiment antioccidental croissant accompagne la solidarité avec les Palestiniens, se manifestant par des démonstrations de soutien et des appels à des positions plus fermes contre Israël. Cependant, l'opposition égyptienne reste fragile et désorganisée.

En Jordanie, la dénonciation des actions israéliennes et le soutien à la création d'un État palestinien sont unanimes. Les islamistes jordaniens soutiennent le Hamas plutôt que l'Autorité palestinienne (issue des accords d'Oslo de septembre 1993), perçu comme le choix judicieux. La Jordanie, seul pays arabe à accorder la citoyenneté à environ 42 % des réfugiés palestiniens, est mandatée par la Ligue arabe pour être la gardienne des lieux saints de l'islam à Jérusalem. Malgré la paix signée, la Jordanie soutient l'initiative visant à traduire Israël devant la Cour internationale de Justice pour des accusations de génocide.

Au Liban, le conflit à Gaza affecte fortement les relations intercommunautaires et le régime parlementaire démocratique. L'exacerbation des loyautés sectaires et la montée du radicalisme islamiste menacent l'harmonie entre musulmans et chrétiens, remettant en question le nationalisme étatique et l'État areligieux.



> *« La guerre de Gaza entre Israël et le Hamas exacerbe les tensions entre panarabisme, panislamisme et nationalisme étatique, chacun cherchant à s'imposer comme le défenseur ultime des intérêts palestiniens. »*

Cela ravive les polarisations et renforce les allégeances extra-étatiques. Le Hezbollah, par sa guerre contre Israël, renforce sa mainmise sur l'État et suscite des craintes au sein de la communauté chiite et des autres groupes par sa transmission des modes de vie et des interprétations idéologiques non consensuelles de Téhéran. En ralliant les radicaux sunnites à son combat, il contribue à l'expansion du radicalisme religieux. La question palestinienne, bien qu'elle unisse les Libanais en tant que cause juste, les divise sur les moyens de la soutenir. Un sondage du Baromètre arabe (17 juillet 2024) révèle que 85 % des chiites font confiance au Hezbollah, contre seulement 9 % des sunnites et des druzes, et 6 % des chrétiens.

Les enjeux sécuritaires

La proximité géographique de l'Égypte avec Gaza présente des défis sécuritaires spécifiques, particulièrement le long du corridor de Philadelphie (14 kilomètres). Désormais sous contrôle de Tsahal, ce corridor constitue un point névralgique pour la sécurité égyptienne en raison de la contrebande d'armes et de l'infiltration de militants via des tunnels souterrains, vraisemblablement encore en activité malgré la campagne israélienne massive visant à les détruire. Tsahal a rasé presque tous les bâtiments situés le long d'un nouveau corridor appelé la route de David dans les périphéries de Rafah pour créer une zone tampon d'un kilomètre de long. La tentative américaine échouée de construction d'une jetée et d'un port artificiel à Gaza, ainsi que la destruction par Israël du passage de Rafah, constituent un revers pour le régime. Pour faire face à ces enjeux, l'Égypte adopte une approche duale envers Gaza, combinant l'assistance humanitaire, la diplomatie active et la fermeture stricte pour dissuader le trafic d'armes et les infiltrations de militants islamistes pro-iraniens afin de réfuter les critiques israéliennes.

Dans le cadre de la guerre à Gaza et des tensions en Cisjordanie, la Jordanie fait face à des enjeux de sécurité menaçant sa stabilité. Ses frontières perméables avec la Syrie et l'Irak, deux voisins instables aux prises avec des violences sectaires récurrentes, facilitent la contrebande de drogues, notamment de Captagon, et le trafic illégal d'armes, des activités supervisées par des groupes affiliés à l'Iran et commandées par le régime syrien.

Les mouvements jordaniens d'opposition, traditionnellement fragmentés, se sont unis à la veille des élections de novembre 2024 pour dénoncer l'accord gazier avec Israël et réclamer l'annulation du traité de paix de 1994, brandissant le slogan « Ma terre et la tienne ne sont pas à vendre, à bas la normalisation ! ».

La guerre de soutien à Gaza menée par le Hezbollah reste confinée au Sud libanais, majoritairement chiite, sur une dizaine de kilomètres des frontières. Cette situation sème désolation et destruction, forçant le déplacement de 100 000 habitants, mais reste conforme aux règles d'engagement négociées en 1997. La vie quotidienne dans les autres régions du pays garde un rythme presque normal durant la saison touristique estivale.

Cependant, la vacance présidentielle actuelle aggrave encore la situation sécuritaire, favorisant les ambitions politiques d'Amal et du Hezbollah et de leur groupe milicien non chiite Saraya (les Brigades). Cela discrédite davantage le régime parlementaire et exacerbe les relations intercommunautaires.

À mesure que le Hezbollah gagne en puissance, créant un « État dans l'État », le Liban s'affaiblit. Il perd ses droits et ses privilèges souverains et s'enfonce dans une crise de légitimité et de gouvernance. Son conflit avec Israël passe ainsi d'un conflit de type conventionnel entre États israéliens et arabes à un conflit asymétrique et de procuration entre milices proiraniennes et Israël. Jadis considéré comme un « État solidaire » par les sommets arabes, le Liban est désormais en première ligne de combat contre Israël, avec les risques d'une escalade et d'un embrasement global, surtout après les menaces du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, contre l'État européen de Chypre accusé de complicité avec Israël. Cela présage une détérioration délibérée au Liban, nourrie par des rivalités économiques et stratégiques sur son territoire.

Pour sa part, Israël se trouve sur le front avec le Liban dans une impasse stratégique, confronté à un dilemme entre une escalade aux conséquences imprévisibles et les pertes potentielles dues aux missiles balistiques et de longue portée du Hezbollah. Le Liban appréhende une guerre apocalyptique pouvant toucher des zones civiles qui soutiennent le Hezbollah et qui abritent ses stocks d'armes, en application de la doctrine Dahiya formulée par des stratèges israéliens.

Les enjeux économiques et sociaux

Depuis le déclenchement de la guerre à Gaza, l'Égypte fait face à d'importants enjeux économiques. Les attaques des Houthis yéménites dans la mer Rouge entrainent une baisse significative des revenus, de plus de la moitié des recettes habituelles, essentielles pour une économie déjà en crise et une dette nationale alourdie par les dépenses en mégaprojets et en armements.

La guerre à Gaza entrave également les plans du gouvernement égyptien pour attirer des investissements étrangers, nécessaires pour atténuer la crise des devises et rembourser une dette extérieure avoisinant les 165 milliards de dollars américains. Pour maitriser l'inflation, l'Égypte a augmenté son taux directeur à un niveau record de 27,25 %, entrainant une dépréciation de la livre de plus d'un tiers. Avec la hausse des taux d'intérêt mondiaux, le cout du remboursement de cette dette a augmenté, réduisant le pouvoir d'achat des citoyens et freinant les projets d'expansion des entreprises.

La guerre à Gaza exacerbe les difficultés économiques et sociales en Jordanie, telles que l'inflation, la dette publique, la réduction des revenus du tourisme et le chômage de 21 %, particulièrement chez les jeunes. Des réformes structurelles et une gestion efficace des ressources sont urgemment nécessaires. La Jordanie dépend d'Israël pour l'importation annuelle de 50 millions de mètres cubes d'eau et de 2 milliards de mètres cubes de gaz sur quinze ans, mais bénéficie d'un accès stratégique au commerce maritime via le golfe d'Aqaba et la mer Rouge.

Les hostilités au Sud-Liban entre le Hezbollah et Israël aggravent la crise du pays, retardant la sortie de l'une des pires crises économiques au monde. En 2024, l'inflation atteint 70 % et le chômage est de 30 % en 2023, atteignant 48 % chez les jeunes. La Banque mondiale estime le taux de pauvreté à 50 %.

Avant que cette guerre de soutien à Gaza n'atteigne un point d'inflexion et ne s'accorde sur un cessez-le-feu ou une solution pacifique, il est difficile d'envisager une reprise de croissance et un déblocage de la crise bancaire, d'autant plus que la reprise lente repose sur les transferts de la diaspora et l'économie du « cash », représentant 47 % du PIB, soit 9,5 milliards de dollars.

Les jours d'après

En tant que médiateur clé dans les négociations de cessez-le-feu, l'Égypte remanie ses ministres le 3 juillet 2024, notamment ceux à la tête des Affaires étrangères, de la Défense et des Finances, et s'investit dans la réconciliation et la stabilisation de Gaza. En partenariat avec l'Autorité palestinienne, le gouvernement égyptien vise à affaiblir l'emprise des islamistes alliés de l'Iran sur Gaza et à ouvrir la voie à un gouvernement palestinien d'unité nationale reconnu internationalement, renforçant les institutions locales, les services publics et l'ouverture des passages frontaliers.

L'avenir de la Jordanie repose sur sa capacité à équilibrer des forces contradictoires pour préserver sa stabilité et sa souveraineté. Tout en soutenant son traité de paix avec Israël, la Jordanie devra éviter des bouleversements potentiels dus aux tensions avec l'Iran et aux risques de transfert massif des Palestiniens de la Cisjordanie, qui figure dans les plans des ultraradicaux sionistes religieux.

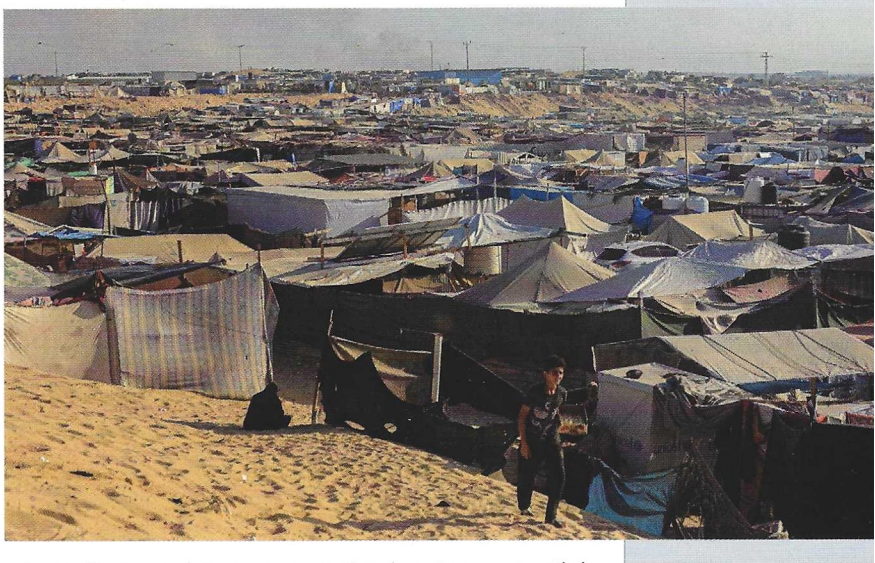


Photo ci-dessous :
Juin 2024, des frappes aériennes israéliennes on lieu dans l'Ouest de la vill Rafah, au sud de la bande Gaza. L'Égypte se position contre une attaque terrest d'Israël sur Rafah, où plus 1,4 million de Palestiniens se sont réfugiés. Le 25 avr 2024, le président égyptie Abdel-Fattah El-Sissi affirm sa position : « La position l'Égypte a toujours été cla elle rejette tout déplacem de Palestiniens de leurs te vers le Sinaï ou toute autr région, afin de préserver la cause palestinienne et de protéger la sécurité nationale de l'Égypte. » (© Rizek Abdeljawad/Xinh

Une fois les menaces de guerre apocalyptique écartées et les hostilités avec Israël terminées, les Libanais se retrouveront inévitablement face à des défis déterminants pour leur avenir. Ils devront notamment traiter la question du Hezbollah et ses relations avec l'État et la société pluricommunautaire, en lien avec l'enjeu du monopole souverain sur les décisions de paix et de guerre. Il sera également crucial de redéfinir la vocation du Liban et ses alliances, ainsi que de rouvrir le dialogue national sur les réformes nécessaires pour renforcer la démocratie parlementaire et mettre fin à la crise bancaire.

La guerre actuelle à Gaza est la plus fatidique et décisive au Moyen-Orient, en particulier pour l'Égypte, la Jordanie et le Liban, concernant leurs pouvoirs, la stabilité de leur ordre social et leur bien-être économique.

Sami Aoun, le 25/07/24